

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Conseillers en exercice	43
Présents	25
Représentés	17
Absents	1

Votes	
Pour	42
Contre	/
Abstention	/

Certifié exécutoire compte tenu
de sa transmission au
contrôle de légalité de la
Préfecture de Créteil le

.....
de la publication le
.....

Conseil Municipal

Séance du Mercredi 10 février 2021

Le dix février deux mille vingt et un à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le 3 février 2021, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Etaient présents :

M. Mmes. : PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, CHIRRANE El arbi, BOLLE-DALLIAH Kristian, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, GUILLAUME Didier, ESSONNE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien.

Étaient représenté.e.s :

Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. COELHO Vasco
Mme LORES Monique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme FADLI Hafida	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. OMRANE Alain	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. CHALBI Yacin	mandat à M. BOLLE-DALLIAH K
M. BOURVEN Julien	mandat à Mme SASU Hancès
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HABI Hacène
Mme OZCAN Canan	mandat à M. SAYADI Walid
M. GARROUT Karim	mandat à M. THIAM Moustapha
Mme MARTIN Mélisande	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme COHEN Rachel	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme DESPRES Catherine	mandat à M. GUILLAUME Didier
Mme LUC Nadine	mandat à M. GUILLAUME Didier
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika

Était absente : Madame LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : M. DESROCHES Damien.

O B J E T

Rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2021

Rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2021

Le Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi NOTRe impose dorénavant pour les communes, une délibération spécifique devant faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante actant de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires et de l'existence du rapport d'orientation budgétaire sur la base duquel s'est tenu le débat et non plus juste en débattre sans vote.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'adoption du conseil municipal.

LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2312-1, relatif à l'organisation du débat d'orientations budgétaires,

Vu la loi n°2015.991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107-II-4°et5°,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal de Choisy-le-Roi et plus particulièrement l'article 18.

DÉLIBÈRE

Article 1 – Décide de prendre acte que le débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport portant sur le budget de la ville de Choisy-le-Roi a eu lieu avant le vote du budget primitif de l'exercice 2021 et que la présente délibération est soumise aux votes du conseil municipal.

Article 2 - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification et/ou de sa publication. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait et délibéré en séance le 10 février 2021.

Pour extrait conforme,

Tonino PANETTA,
Maire de Choisy-le-Roi,

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2021

**Conseil Municipal
Mercredi 10 février 2021**

SOMMAIRE

AVANT PROPOS – Le cadre du débat d’orientations budgétaires.....	3
A. – LE CONTEXTE GENERAL : situation économique et sociale nationale et internationale.....	4
1 – L’environnement international.....	4
2 – Le contexte national.....	4
B. – LA LOI DE FINANCES 2021.....	6
1 – Analyse de la loi de finances pour 2021.....	6
2 – Le contrat « Cahors » de la Commune.....	7
3 – Les impacts pour les collectivités.....	8
C. – LES ELEMENTS REGLEMENTAIRES DU RAPPORT.....	10
1 – Les engagements pluriannuels envisagés.....	10
2 – Le budget, son évolution prévisionnelle.....	14
3 – La dette et sa gestion.....	15
4 – Le personnel.....	17
D. – LES ORIENTATIONS POUR LE BUDGET PRIMITIF 2021.....	21
1 – Les recettes de fonctionnement.....	23
2 – Les dépenses de fonctionnement.....	25
3 – L’investissement.....	27

AVANT PROPOS

Le cadre du débat d'orientations budgétaires

Le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif (BP) et les Décisions Modificatives (DM). La clôture du cycle budgétaire se concrétise par le vote du Compte Administratif (CA).

Le ROB doit être présenté dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif. Il a pour but de permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informé sur l'évolution de la situation financière de la Ville. Il doit permettre une vision précise des finances de la Ville et des orientations poursuivies.

Si depuis 1992, la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires est une obligation pour toutes les communes et établissements publics locaux dont la population est supérieure à 3 500 habitants, ce sont la loi Notre du 7 août 2015, puis la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 qui ont fixé la physionomie des débats et rapports d'orientation budgétaire. Le contenu du ROB et sa présentation sont ainsi codifiés à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui impose que le rapport présente :

- Les orientations budgétaires, et notamment les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes (fonctionnement et investissement) ;
- Les engagements pluriannuels envisagés ;
- La structure et la gestion de la dette contractée.

En outre, le Code général des collectivités territoriales prévoit que, dans les communes de plus de 20 000 habitants, le Maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport est donc présenté dans la même séance du Conseil municipal.

Parce qu'il est le premier cycle budgétaire complet du mandat et qu'il s'inscrit dans un contexte économique totalement bouleversé par la crise sanitaire de la Covid 19, ce temps fort de la vie municipale prend cette année un relief tout particulier.

Il s'agit en effet d'identifier des orientations budgétaires qui prennent en compte à la fois les objectifs du nouveau mandat de la Municipalité et les impacts sur les finances de la Ville d'une crise sanitaire et économique majeure subie par l'ensemble des acteurs à l'échelle du monde.

L'exercice est d'autant plus incertain qu'il intervient alors que les projections macroéconomiques n'ont jamais été aussi aléatoires, comme le relèvent tous les organismes en charge des prévisions économiques (INSEE, Banque de France, Banque Postale...).

A l'issue du débat du Conseil municipal, il convient donc de délibérer, pour donner acte à l'exécutif d'avoir organisé le débat dans les délais prescrits.

A – CONTEXTE GENERAL

1- L'environnement international

(Sources documentaires : Projections macroéconomiques Banque de France sept. 2020 – Note de conjoncture La Banque Postale sept. 2020).

Alors que les mesures de confinement ont conduit à un repli de l'activité mondiale plus ou moins marqué selon les pays en fonction de la sévérité des mesures et de leur calendrier, un rebond «mécanique» de l'activité est intervenu une fois ces contraintes progressivement levées.

La production industrielle mondiale demeure cependant encore 10 % en deçà de son point haut de fin 2019. Ce rebond est toutefois hétérogène. En Europe, la consommation des ménages a retrouvé dès le mois de juin son niveau de février. Elle s'en est aussi rapprochée aux Etats-Unis, sans toutefois l'atteindre. Mais la production industrielle reste à la traîne des deux côtés de l'Atlantique. Sur ce point, le bon niveau de certains indices de climat des affaires (PMI) ne doit pas faire illusion : après un choc négatif de l'ampleur de celui observé au 1er semestre, beaucoup d'entreprises indiquent que leur situation s'améliore. Mais cela ne nous dit rien sur le niveau absolu de l'activité. A l'inverse, si la production industrielle en Chine est supérieure à son niveau de l'an passé, ce n'est pas encore le cas des ventes au détail. Le rebond de l'économie chinoise s'est notamment appuyé sur les exportations. Quant au Japon, l'activité reste atone malgré le bond des revenus des japonais. La situation économique est aussi très différente selon les pays émergents avec un recul impressionnant du PIB en Inde au 2ème trimestre et beaucoup plus limité en Russie.

De nombreuses interrogations subsistent pour les mois à venir. Tout d'abord, la situation sanitaire reste très préoccupante, l'émergence de souches variantes du virus semble venir minorer l'espoir né de la mise en place de campagnes vaccinales à l'échelle planétaire.

Dans ce contexte, les politiques économiques vont encore être beaucoup sollicitées. Après les décisions intervenues au printemps, une sorte de statu quo semble être de rigueur du côté des banques centrales. Sur le plan budgétaire, l'heure est au plan de relance. C'est vrai pour l'Europe, en particulier en France. C'est aussi une perspective outre-Atlantique.

2- Le contexte national

Les prévisions sur la croissance, le déficit et les dépenses publiques ont été revues par le gouvernement au cours de la discussion budgétaire, en raison de la deuxième vague d'épidémie de Covid-19 et du deuxième confinement.

Pour 2021, la loi de finances publiée au Journal officiel du 30 décembre 2020 prévoit une croissance de + 6%, un déficit public à 8,5 % du PIB (après 11,3% en 2020) et une dette publique à 122,4 % du PIB (après 119,8% en 2020).

En 2020, le rythme de l'inflation (+0,5%) a diminué par rapport à 2019 (+1,1%), du fait notamment de la baisse des prix du pétrole et de la modération des prix résultant d'une demande en recul. Elle progresserait ensuite en 2021 à + 0,7 %.

Ces prévisions restent toutefois soumises à des aléas importants, en raison de la situation sanitaire qui rend extrêmement difficile tout exercice de prévision budgétaire à court et moyen terme. Il ne fait pas de doute que la dépense publique s'accompagnera d'une dégradation exceptionnelle des comptes publics de l'Etat et de la Nation avec la dette publique qui pourrait s'envoler, quant à elle, à 122,4 % du PIB en 2021.

▪ **De lourdes conséquences sur le marché du travail :**

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant.

Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. En deux trimestres, l'ampleur des destructions d'emploi a ainsi dépassé les 692 000 créations d'emploi lentement accumulées au cours des deux ans et demi séparant le 2^{ème} trimestre 2017 du 4^{ème} trimestre 2019.

Cette destruction massive d'emploi ne s'est pas immédiatement traduite par une hausse du taux de chômage. En effet, le nombre de chômeurs se déclarant activement à la recherche d'un emploi ayant diminué pendant le confinement, le taux de chômage a nettement diminué au 1er semestre 2020 passant de 8,1% au 4^{ème} trimestre 2019 à 7,1% au 2^{ème} trimestre 2020, alors même que la situation sur le marché du travail se détériorait. L'assouplissement des restrictions durant l'été aura eu raison de cette baisse du chômage en trompe-l'œil. Au 3^{ème} trimestre, le nombre de chômeurs a augmenté de 628 000 en France et atteint 2,7 millions tandis que le taux de chômage s'élevait de nouveau à 9,0%.

Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards € (1,3% de PIB) et à 6,6 milliards € pour 2021.

Malgré cela, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11% d'ici à la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8% vers la fin de 2022.

▪ **Un impact durable de la crise sanitaire sur les finances publiques :**

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3% du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8% du PIB selon le 4^{ème} projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2020.

Pour 2021, le gouvernement prévoyait, dans le PLF 2021 avant le nouveau confinement, une baisse du déficit public à 6,7% du PIB et une dette publique à 116,2% du PIB.

Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la BCE. En effet, compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps. Or, si la banque centrale ne réduit pas son bilan dans les années à venir, les obligations achetées par la BCE deviendront « perpétuelles » et le taux d'endettement ne différera de la période pré-crise que d'un point de vue comptable.

B – LA LOI DE FINANCES 2021

1- Analyse de la loi de finances pour 2021

Au-delà du délicat exercice de limiter l'impact financier de la crise pour les collectivités, le PLF 2021 met en exergue le rôle spécifique du **secteur public territorial** qui est le **grand acteur de l'investissement public**. Il en représente 55%.

L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de **construire le monde de demain** autour des grands thèmes de transition énergétique et écologique, des nouvelles mobilités, de la santé et du sport et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires.

▪ Plan de relance :

La loi de finances intègre un plan de relance de 100 milliards d'euros. Il doit ainsi consacrer 4 milliards d'euros à la rénovation des bâtiments publics et privés, dont 1 milliard est réservé au bloc communal et aux départements «grâce à des fonds de l'Etat dont l'affectation sera opérée localement par les préfets».

Il se décline autour de 3 priorités :

- La rénovation énergétique des bâtiments, infrastructures de transports, stratégie hydrogène, biodiversité
- L'amélioration de la compétitivité des entreprises (capital investissement, recherche, relocalisations, soutien à l'export, au secteur culturel
- Le soutien aux plus fragiles (emploi des jeunes, activité partielle, formation...)

▪ Compensation de la baisse des impôts de production :

Comme annoncé par le gouvernement fin août, la loi de finances acte bien une baisse de 10 milliards d'euros sur les impôts économiques locaux à compter de l'an prochain afin de « soutenir les entreprises, l'activité et l'emploi dans les territoires ».

Pour cela, la part régionale de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée, pour plus de 7 milliards d'euros, alors que les impôts fonciers des établissements industriels seront réduits de moitié entraînant une suppression de 1,75 milliard d'euros de recettes de TFPB et 1,54 milliard de CFE pour le bloc communal.

Pour l'heure, même si le gouvernement a répondu aux associations d'élus locaux que la compensation accordée aux communes et aux EPCI serait « à l'euro près, via un prélèvement sur les recettes de l'Etat, à hauteur de 3,3 milliards d'euros » et prendrait en compte l'évolution des bases, les modalités de ce dispositif de "neutralisation" restent à préciser.

▪ Dotations aux collectivités :

La dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes comprend :

- La dotation forfaitaire des communes
- La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- La dotation de solidarité rurale (DSR)
- La dotation nationale de péréquation (DNP)

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : Principal concours financier de l'Etat aux collectivités locales, ce dernier maintient en 2021 le même montant de DGF qu'en 2020, soit près de 26,8 milliards d'euros, avec 18,6 milliards d'euros versés au bloc communal et 8,5 milliards d'euros aux départements.

Le gouvernement poursuit toutefois une politique d'écêtement de la dotation forfaitaire afin de financer les hausses de dotations de péréquation, au premier rang desquelles figure la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU).

A l'intérieur de l'enveloppe, la dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) doivent augmenter chacune de 90 millions d'euros, exactement comme en 2020. Pour financer la croissance de certaines dotations, quelques autres dotations qui concernent plutôt les départements et régions vont être amputées à hauteur de 50 millions d'euros.

FCTVA : Par ailleurs, reportée successivement lors de la loi de finances pour 2019 et 2020, l'automatisation du FCTVA sera mise en place en 2021. Celle-ci se fera de manière « progressive » pour les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2021, « en fonction des régimes de versement applicables aux bénéficiaires du fonds ». En 2021, elle ne sera utilisée que pour les structures locales qui bénéficient du FCTVA l'année de réalisation de la dépense. Soit essentiellement les intercommunalités à fiscalité propre et les métropoles. Au 1er janvier 2022, ce dispositif sera étendu aux structures qui bénéficient du FCTVA l'année suivant la réalisation de la dépense, c'est-à-dire la majorité des communes.

Autres dotations : S'agissant des dotations destinées à l'investissement local, 150 millions d'euros sont inscrits pour le financement de la dotation politique de la ville (DPV). Quant à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), elles doivent s'élever respectivement à 1,046 milliard et 570 millions d'euros l'an prochain. Pour rappel, la DSIL a été abondée d'1 milliard d'euros en 2020. Cette mesure de la loi de finances rectificative du 30 juillet est déjà mise en œuvre. La Ville de Choisy-le-Roi a ainsi sollicité des financements de ce complément DSIL pour ses projets de rénovation thermique de bâtiments (Ecole élémentaire Victor Hugo, gymnase René Rousseau, végétalisation des cours des écoles élémentaires Langevin et Mandela).

2- Le contrat « Cahors » de la commune

La ville, non signataire de la contractualisation financière (dite « Cahors »), s'est vue imposée par le préfet un taux d'évolution maximal de ses dépenses réelles de fonctionnement (DRF) à hauteur de 1,1 % par an.

Ce taux se calcule sur un périmètre de dépenses qui comprend le FCCT (versé à l'EPT au titre des compétences transférées).

En 2019, la commune a, pour la première année, été confrontée à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif, imposé par voie d'arrêté préfectoral.

L'analyse de l'évolution des dépenses de la ville entre 2017 et 2018 a conduit le Préfet à notifier à la Commune un montant de reprise sur sa fiscalité de 564 061 K€ (au titre du dépassement de l'année 2019).

Cette reprise a été effectuée sur l'exercice 2020.

Si la ville avait été signataire du contrat « Cahors » avec l'État, le montant de la reprise aurait été de 75% et non de 100% du montant du dépassement des DRF retraitées (soit 423 046 € au lieu de 564 061 €).

Motifs du refus de signature du contrat par la ville

En désaccord avec ce dispositif au motif qu'il porte atteinte à la libre administration des communes, le Conseil Municipal dans sa séance du 23 mai 2018 a adopté un vœu appelant le Président de la République et le Premier Ministre à suspendre ce processus.

Malgré de nombreux échanges, la commune n'a pas souhaité signer ce contrat de maîtrise de la dépense publique, en conséquence de quoi, la Préfecture du Val-de-Marne a fixé l'évolution des DRF de la commune à un taux d'évolution annuel de 1,1% par arrêté préfectoral du 10 octobre 2018.

Motifs de la contestation de la ville à son éligibilité au dispositif

La commune a contesté son éligibilité au dispositif de contractualisation financière prévu par l'article 29 de la loi précitée, car les DRF pour l'année 2016 étaient de 58,9 M€, inférieures au seuil d'éligibilité de 60 M€.

En effet, suite au transfert légal et obligatoire de la compétence assainissement à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre au 1er janvier 2016, le Trésorier a obligé la commune, en clôturant d'office le budget annexe d'assainissement fin 2015) à imputer en 2016 sur son budget principal, la somme de 2.204.461,46€ correspondant aux dépenses du budget annexe ville en matière d'assainissement.

En raison de l'incapacité de l'EPT à exercer sa compétence légale à compter de cette date, il a été demandé aux communes, à titre totalement dérogatoire à la loi et transitoire, de conventionner avec l'EPT afin que celles-ci prennent en charge la gestion de cette compétence.

La Commune de Choisy-le-Roi a donc assumé sur son budget principal alors qu'elles étaient gérées auparavant sur le budget annexe, les dépenses du service pendant cette période transitoire, contre remboursement des sommes, nettes des recettes du service, par l'EPT.

Cette obligation a eu pour conséquence directe, l'augmentation des DRF pour l'année 2016 et donc le dépassement du seuil de 60 M€ imposé par la loi. En retraitant les dépenses « assainissement » qui n'auraient pas dû être imputées sur le budget principal de la ville, les DRF de la ville se situaient en dessous du seuil d'éligibilité.

3- Les impacts pour les collectivités

▪ Fiscalité locale :

Taxe d'habitation :

Entamée en 2019, la réforme de la fiscalité locale, et notamment celle de la taxe d'habitation, se poursuit avec l'entrée dans la réforme des 20 % de ménages les plus aisés. Pour rappel, les communes et les EPCI ne peuvent plus augmenter leur taux TH depuis 2019, le taux TH applicable en 2021, sera d'office celui de 2019.

Après la première phase de dégrèvement (2018 à 2020 pour 80 % des ménages), 2021 correspond à la première année d'exonération pour les ménages restant. En 2021, ces ménages profiteront ainsi d'un premier dégrèvement de 30 % jusqu'à l'exonération totale en 2023 (65% en 2022). A compter de 2023, en effet, plus aucun contribuable ne paiera donc de taxe d'habitation sur les résidences principales.

Taxe Foncière sur le Bâti (TFB) :

La loi de finances pour 2021 entérine également le transfert aux communes, dès 2021, de tout ou partie de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) afin de permettre la compensation de la suppression de la taxe d'habitation, ainsi que cela avait été annoncé dans la loi de finances 2020. Cette quote-part de TFB départementale sera évolutive car calculée en fonction d'un coefficient correcteur prenant en compte les effets « bases » de TFB.

Pour autant, il n'y aura pas d'impacts pour les contribuables à la TFB. La base FB communale de chaque contribuable sera recalculée de façon à ce que la cotisation globale FB « ville + département » soit inchangée avant et après réforme. La « redescende » du FB départemental vers les communes, ne se traduira pas par une variation de cotisation FB globale pour les contribuables, en dépit des éventuelles différences préexistantes d'assiette.

Taxe locale sur la consommation finale d'électricité (TLCFE) :

Dans le même esprit, la loi de finances prévoit que la TLCFE devienne une quote-part de la taxe nationale sur l'électricité. Les collectivités conserveront le produit lié à cette recette, mais celles qui bénéficiaient encore de la possibilité d'augmenter la taxe devront renoncer à cette faculté.

Ainsi, après la baisse drastique des dotations de l'Etat dans le mandat 2014-2020, ces atteintes à l'autonomie fiscale des collectivités locales, sans visibilité à long terme sur les dispositifs qui viendront compenser la suppression de ces taxes, mettent à mal le principe de libre administration des collectivités locales.

▪ **Les autres mesures de la loi de finances 2021 :**

- Création d'un comité national de suivi du plan de relance auprès du Premier ministre ;
- Exonération de la TVA sur les tests de dépistage du Covid-19 et sur les vaccins ;
- Suspension jusqu'au 16 février 2021 du jour de carence pour les agents publics arrêtés en raison du Covid-19, comme c'est déjà le cas pour les salariés du privé ;
- Prolongation jusqu'en 2022 du prêt à taux zéro (PTZ), qui favorise l'accès à la propriété d'une résidence principale pour les ménages les plus modestes ;
- Prolongation du dispositif Pinel, en faveur de l'investissement résidentiel locatif ;
- Prolongation jusqu'à fin 2021 du taux bonifié à 25% de la réduction d'impôt pour la souscription au capital des PME (IR-PME), appelé aussi "dispositif Madelin" ;

C – LES ELEMENTS REGLEMENTAIRES DU RAPPORT

1- Les engagements pluriannuels envisagés

Sous ce chapitre, prennent place deux types d'engagements : ceux traçables au travers de la programmation en AP/CP régulièrement revisités à l'occasion des différentes décisions budgétaires et ceux qui peuvent être formalisés différemment à l'occasion de contrats ou de conventions.

▪ Les autorisations de programme :

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des autorisations de programme (AP) mises en place en 2020 (délibération n°20.006 du 22/01/20). Il convient de préciser qu'un certain nombre d'autorisations de programme antérieures ont été supprimées (délibération n°20.005 du 22/01/20) car correspondant à des opérations achevées. Il s'agit des AP concernant la crèche Tony Lainé, l'école maternelle Wallon, le premier programme ANRU, ainsi qu'une ancienne autorisation de programme relative au programme de voirie.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)				
		2020	2021	2022	2023	2024
Groupe scolaire Mandela Langevin <i>Rénovation intérieure</i>	1 400 000 €	500 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	
Groupe scolaire Marcel Cachin <i>Agrandissement</i>	800 000 €	400 000 €	400 000 €			
École élémentaire Jean Macé <i>Extension et mise en accessibilité</i>	800 000 €	350 000 €	450 000 €			
Travaux voirie	3 798 000 €	1 458 000 €	840 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Éclairage Public <i>Passage basse tension</i>	3 100 000 €	700 000 €	700 000 €	600 000 €	600 000 €	500 000 €
Aires de jeux pour enfants <i>Renouvellement</i>	770 000 €	270 000 €	200 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
Total	10 668 000 €	3 678 000 €	2 890 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 100 000 €

Il convient d'apporter des précisions sur les lignes suivantes :

- Groupe scolaire Mandela-Langevin

Le programme initial de création d'un nouveau groupe scolaire Mandela s'est transformé en une refonte globale du bâti existant du groupe scolaire Langevin. Si ces deux ensembles sont aujourd'hui en service, reste néanmoins à réaliser la rénovation intérieure de l'école élémentaire Langevin et des écoles maternelles Langevin et Mandela. Ce projet bénéficie de recettes de l'ANRU et de la Région.

En raison de la crise sanitaire, le chantier a été suspendu en 2020 et un rephasage de l'opération opéré.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)					
		Réalisé 2020	2021	2022	2023	2024	2025
Groupe scolaire Mandela Langevin Rénovation intérieure	1 400 000 €	1 128 €	500 000 €	300 000 €	300 000 €	298 872 €	0 €
Subv. État et Région	1 150 000 €			400 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €

- Groupe scolaire Marcel Cachin

Les travaux d'agrandissement du groupe scolaire Cachin qui devaient initialement s'échelonner sur les exercices 2020 et 2021 n'ont pas pu commencer comme prévu pour cause de crise sanitaire.

Pour mémoire, le programme initial prévoyait la construction d'un ensemble de 5 salles de classes et une extension du restaurant scolaire accolé à la façade Nord de l'école maternelle Cachin, pour un montant estimé à 800 k€.

Les locaux alors prévus devaient pouvoir accueillir indifféremment, en fonction des besoins, les élèves de maternelle et ceux d'élémentaire; cependant, si une telle solution pouvait permettre provisoirement de faire face à la montée attendue des effectifs scolaires du secteur, celle-ci ne permettait pas d'améliorer in fine les conditions d'accueil des enfants, devenues pourtant particulièrement difficiles en élémentaire en raison de sa très forte fréquentation (572 élèves à la rentrée 2020-2021 sur cette seule école).

Considérant par ailleurs que l'évolution des effectifs resterait dorénavant limitée, le projet a été revu, permettant à terme une scission de l'école élémentaire en deux entités distinctes, chacune possédant sa propre entrée, sa cour de récréation, son bureau de direction, sa salle des maîtres, ses réserves ...

Ce programme prévoit en 2021 la mise en place de locaux modulaires dans une partie de la cour élémentaire pour accueillir dès la rentrée prochaine deux classes maternelles (400 K€).

À la suite, en 2022, les locaux actuellement occupés par l'inspection de l'Éducation Nationale au sein de l'élémentaire Cachin et qui auront alors été libérés (relocalisation prévue dans les anciens logements de l'école Joliot-Curie) seront transformés en salles de classes. En parallèle, certaines salles actuelles seront modifiées et réaffectées à d'autres usages tandis qu'une seconde entrée sera aménagée rue du docteur Roux, permettant à chacune des deux écoles élémentaires ainsi créées de disposer de l'ensemble des fonctionnalités attendues pour la rentrée 2022.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)		
		Réalisé 2020	2021	2022
Groupe scolaire Marcel Cachin Agrandissement	800 000 €	0 €	400 000 €	400 000 €

- École élémentaire Jean Macé

Dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) de la Ville, la mise en accessibilité totale de l'école Jean Macé initialement prévue en 2019 avait été reportée en 2020 pour permettre de parachever les études nécessaires. Les travaux envisagés jusqu'alors visaient principalement à installer un ascenseur desservant l'ensemble des niveaux de l'école et à créer à chaque niveau des sanitaires adaptés. Dans l'intervalle, en prévision de la cession du centre de loisirs Calypso à la rentrée 2020 au Département (cette structure accueillait depuis 2015 deux classes de l'école Jean Macé sur le temps de la pause méridienne), il était apparu nécessaire d'agrandir l'espace de restauration existant et de créer une nouvelle salle d'activité périscolaire en rez-de-chaussée pour compenser l'étroitesse de la cour.

Un projet global a alors vu le jour, prévoyant, compte tenu des nombreuses contraintes techniques (difficultés d'accès aux zones de chantier, travaux en site occupé) une réalisation sur deux exercices : mise en accessibilité en 2020 (350 K€) puis agrandissement du restaurant (300 K€) et création d'une salle périscolaire supplémentaire (150 K€) en 2021. Si les travaux de mise en accessibilité ont pris un peu de retard (pour cause de crise sanitaire), ils sont maintenant en voie d'achèvement.

Cependant, aujourd'hui, la démolition du centre de loisirs Calypso n'est plus d'actualité alors même que le comptage des élèves à la dernière rentrée a mis en évidence une très forte baisse des effectifs (moins 38 élèves par rapport à l'année précédente, et moins 72 au total par rapport à l'année scolaire 2015-2016, lorsque l'école avait atteint son pic de fréquentation). Les effectifs ne devraient plus remonter dans les années à venir, des baisses sont même envisagées.

Au vu de ces constats, il n'apparaît pas nécessaire de créer des espaces supplémentaires. Seuls des travaux d'amélioration acoustique du restaurant scolaire paraissent nécessaires (70 K€).

Cette AP devrait donc être clôturée dans le courant de l'année 2021.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)		
		Réalisé 2020	2021	CP résiduels
École élémentaire Jean Macé <i>Extension et mise en accessibilité</i>	800 000 €	222 911 €	170 000 €	407 089 €

- Programme de travaux voirie :

La ville compte environ 40 km de voiries communales. Au-delà de l'entretien courant, il est nécessaire de périodiquement envisager des réhabilitations plus lourdes ou de réaménager certaines rues. Cette autorisation de programme globalise les réhabilitations lourdes ou réaménagements prévus. Ce programme intègre également le contrôle et les travaux d'entretien des ouvrages d'art sous responsabilité de la commune.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)				
		Réalisé 2020	2021	2022	2023	2024 et suiv.
Travaux voirie	3 798 000 €	474 947 €	880 000 €	500 000 €	500 000 €	1 443 053 €

Les opérations envisagées en 2021 sont celles qui n'ont pas pu être réalisées en 2020 en raison de la crise sanitaire. Il s'agit des réfections des rues Chalet / Branly ; rue Alsace Lorraine partie 2, rue Pompadour et Chemin d'Exploitation. Ce programme comprend également les études et la réalisation du schéma de mobilité.

- Programme Eclairage Public - Passage basse tension

Engagée depuis 2016 dans un programme d'amélioration énergétique et de modernisation de son éclairage public, la ville de Choisy-le-Roi met en œuvre des travaux de génie civil et passage en LED dans le cadre d'un marché pluriannuel à 2 lots (Génie civil et équipements d'éclairage). L'inscription dans une autorisation de programme permet de rendre compte de la pluriannualité de ces investissements. Ce programme bénéficie d'aides en faveur de la transition énergétique (Etat, Sipperec).

La Ville est engagée depuis 2016 dans un programme de modernisation du réseau d'éclairage public reposant sur un passage en basse tension, un relampage et une reprise des réseaux.

La gestion en autorisation de programme depuis 2020 permet de rendre compte de la pluriannualité de ces investissements. Ce programme est estimé à 3.1 M€ sur 5 ans.

Il reste à réaliser 1/3 de reprise du territoire communal afin d'arriver à son terme en 2024.

Ce programme bénéficie d'aides en faveur de la transition énergétique (État, Sipperec).

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)				
		Réalisé 2020	2021	2022	2023	2024
Éclairage Public <i>Passage basse tension</i> <i>Subv. État et Sipperec</i>	3 100 000 €	690 883 €	700 000 €	600 000 €	600 000 €	509 117 €
		51 520 €	164 155 €	80 000 €	80 000 €	60 000 €

- Programme des aires de jeux pour enfants

La ville de Choisy-le-Roi dispose sur son territoire de près de 150 structures de jeux réparties sur une trentaine de sites notamment dans ses écoles et ses parcs. Certaines de ces structures existent depuis les années 90 et nécessitent des remplacements tant de ses éléments que de ses sols souples.

Tous les travaux prévus en 2020 n'ont pas pu être réalisés en raison de la crise sanitaire. Les crédits de paiement envisagés en 2021 à hauteur de 170 K€ pourront être ajustés en cours d'année si besoin.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)				
		Réalisé 2020	2021	2022	2023	2024
Aires de jeux pour enfants <i>Renouvellement</i>	770 000 €	42 423 €	170 000 €	100 000 €	100 000 €	357 577 €

- Les autorisations de programme à envisager durant l'année

- Espaces verts

La perspective de planter 5 000 arbres sur la durée du mandat s'estime à une dépense de 2 500 K€. La Ville possède et entretient environ 7 500 arbres et chaque année, il y a une perte de 2% du patrimoine (maladie, vieillissement ou aléas naturels). Ce cycle de reboisement induit une dépense phytosanitaire, abattage/dessouchage et replantation proche des 100 K€/annuellement avant d'envisager tout développement du patrimoine arboré. L'inscription pour 2021 (environ 160 K€) permettra un diagnostic phytosanitaire de 10% du patrimoine et la replantation d'environ 250 arbres. Pour atteindre l'objectif fixé dans la mandature, l'ouverture d'une APCP pour se doter d'outils programmatique et de suivi budgétaire sera nécessaire en cours d'année.

- Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU)

La convention pluriannuelle du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) du quartier des Navigateurs a été présentée en Conseil municipal en début d'année 2020, sur la base des orientations validées par le Comité national d'engagement de l'ANRU en avril 2019.

La participation de la ville à cet important projet se traduira par la création d'une AP en cours d'année, pour des investissements qui se concrétiseront de 2020 à 2028. Le montant global du projet s'élève à 136 M€, dont environ 14 M€ HT restent à charge de la ville sur la période 2020 à 2028. Des recettes complémentaires pourront être escomptées.

Les dépenses envisagées en 2021 concernent l'équipement socio-culturel avec le lancement du concours et la mission de maîtrise d'œuvre. Il est également proposé la réalisation de deux études. L'une concerne l'accompagnement pédagogique de l'opération cours d'école Langevin et Mandela et l'autre le lancement de la DSP autour du pôle petite enfance intercommunal, en commun avec la ville d'Orly.

- Les autres engagements

- Conventions publiques d'aménagement pour les ZAC

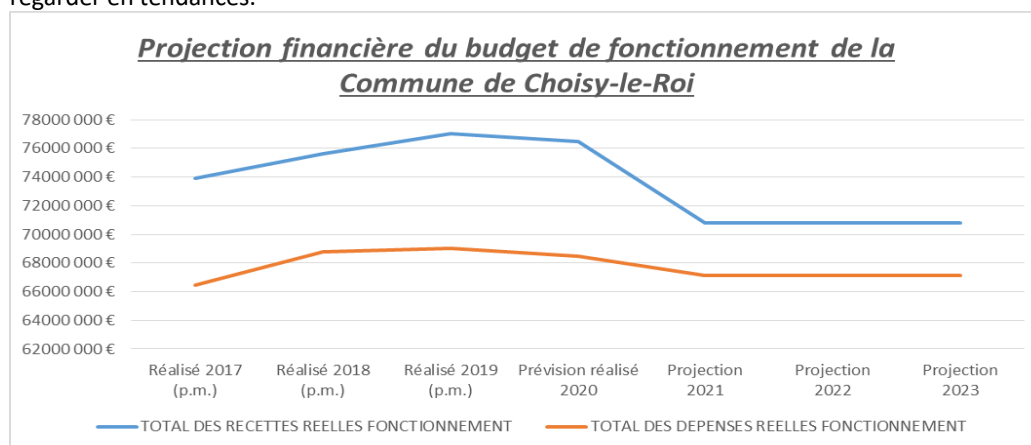
Concernant la ZAC du Port, la participation de la ville reste inchangée par rapport à la dernière délibération du Conseil municipal afférente. Le budget communal ne devrait plus être mis à contribution puisque les cessions de charge foncière sont engagées.

Concernant la ZAC des Hautes Bornes, aucune participation de la Commune n'est due, hors participation au coût du gymnase qui est fixée à 2.82 M€ pour un coût d'opération estimé à 4.54 M€ HT (délibération n°20.027 du 22/01/20). L'opération étant achevée, le solde de la participation (300 K€) sera versée en 2021.

2- Le budget, son évolution prévisionnelle

L'exercice de la projection pluriannuelle du budget est un exercice complexe au regard du contexte particulièrement instable des finances des Collectivités territoriales, auquel s'ajoutent notamment les effets de la réforme de la TH et du transfert de la TEOM et de la Redevance spéciale à l'EPT, ce qui induit une perte de marge de manœuvre dans le budget municipal.

En outre, le fait que l'évolution de l'intercommunalité francilienne ne soit toujours pas connue, nonobstant les risques qui pèsent sur les finances de l'ensemble MGP/EPT, ou encore que ne soit pas connue la compensation accordée face à la suppression de la Taxe d'habitation, ne concourent pas à la fiabilité des projections. Celles-ci sont donc plutôt à regarder en tendances.



Equilibres financiers

	Réalizations			Prév. Réalisé	Prév.
	2017	2018	2019	2020	BP 2021
Produit des contributions directes	31 083 674	31 702 676	32 562 327	32 371 566	33 208 688
Fiscalité indirecte	23 488 649	23 835 851	23 908 943	24 329 356	19 452 478
Dotations	12 341 095	13 067 870	13 229 396	13 753 570	12 100 697
Autres recettes d'exploitation	7 012 721	6 984 655	7 340 496	6 001 629	6 008 795
Total des recettes réelles de fonctionnement	73 926 138	75 591 053	77 041 162	76 456 122	70 770 658
Charges à caractère général (chap 011)	13 612 289	14 132 275	14 530 764	13 318 099	15 336 851
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	37 747 466	38 214 115	38 311 727	37 955 549	38 900 000
Autres charges de gestion courante (chap 65)	7 978 514	8 485 819	8 466 747	8 740 930	9 158 893
Intérêts de la dette (art 66111)	765 513	760 307	695 926	609 590	590 000
Autres dépenses de fonctionnement	6 378 360	7 181 772	6 999 850	7 860 199	2 600 682
Total des dépenses réelles de fonctionnement	66 482 142	68 774 288	69 005 015	68 484 368	66 586 426
Epargne de gestion	8 209 509	7 577 072	8 732 074	8 581 344	4 769 232
Intérêts de la dette	765 513	760 307	695 926	614 811	590 000
Epargne brute	7 443 996	6 816 765	8 036 147	7 966 532	4 179 232
Remboursement capital de la dette	3 529 157	3 831 541	4 003 233	3 687 328	4 150 000
Epargne nette	3 914 839	2 985 224	4 032 914	4 279 205	29 232

La projection financière du budget de fonctionnement de la Commune met en perspective une hausse moyenne des recettes de l'ordre de 4.2% entre 2017 et 2019 et de 3.8% pour les dépenses.

Entre 2019 et 2020, les dépenses et les recettes sont en diminution de l'ordre de 0.8 %, principalement en raison des effets de la crise sanitaires et des mesures sociales d'accompagnement.

Une diminution de l'ordre de 7% en recettes et 2% dépenses est envisagée entre 2020 et 2021, principalement en raison du transfert de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) et de la redevance spéciale à l'EPT. En effet, l'ensemble des charges afférentes à la compétence « déchets ménagers » est assumée légalement par l'EPT depuis le 1er janvier 2016. Cependant, la législation précisait que les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence au 31 décembre 2015, continuaient à percevoir la TEOM et la redevance spéciale tant que l'EPT n'a pas délibéré pour les mettre en place, et ce jusqu'à fin 2020 au plus tard.

Ainsi, depuis janvier 2021, les recettes sont perçues directement par l'EPT. Il n'y aura donc plus lieu de prévoir le reversement à l'EPT du coût de la compétence transférée (de l'ordre de 4.2 M€ en 2020).

L'autofinancement prévisionnel reste positif tout au long de la période, mais fragilisé en raison des pertes de marges de manœuvre liées à la fiscalité. Cette tendance devra appeler à une plus grande maîtrise des dépenses de fonctionnement, pour dégager de l'autofinancement et maintenir les capacités d'investissement de la Commune (étant par ailleurs rappelé que la Commune est faiblement endettée).

Cette évolution prévisionnelle pluriannuelle sera bien évidemment modulée, budget après budget, pour aboutir à un autofinancement réel supérieur après intégration des résultats annuels, comme cela est constaté chaque année lors de la présentation du Compte administratif. La projection reste cependant un élément essentiel permettant d'évaluer les enjeux et efforts à accomplir.

▪ **Projection financière de la section d'investissement**

Au titre de la section d'investissement, les dépenses seront en augmentation sensible dans les prochaines années, en particulier avec le démarrage opérationnel du nouveau programme de renouvellement urbain des Navigateurs, qui aura un poids important sur la période 2022-2025. A noter également que la fin de certains portages fonciers pris en charge par l'Epfif ou le SAF approchant, des échanges sont engagés afin de convenir des conditions de rachat ou de prolongation de ces portages aux différentes échéances.

3- La dette et sa gestion

▪ **Les orientations sur lesquelles s'appuie la gestion de notre dette sont les suivantes :**

- **Concernant l'emprunt**, la volonté est de rester dans un profil actuel où moins d'un tiers de la dette détenue par la Commune correspond à des taux variables, le reste étant fixe, dès lors que ces derniers taux restent historiquement bas. Cette orientation permet au budget de bénéficier pour partie des taux très faibles actuels, tout en n'obérant pas l'avenir et d'éventuels retournements de tendance.

- **Concernant l'encours**, l'orientation première est de le stabiliser à son niveau moyen des dernières années en volume, conduisant à une diminution faible mais continue du ratio par habitant.

Toutefois, cette orientation volontairement contraignante pour la section d'investissement, pourra être réexaminée dès lors que la Commune engagera la réalisation de nouveaux équipements. C'est en particulier la perspective à laquelle la ville sera confrontée à partir de 2021, année à partir de laquelle le nouveau programme de renouvellement urbain du Quartier des Navigateurs mobilisera des fonds importants, de la ville et des différents partenaires (en investissements directs ou en subventions accordées à la ville). L'emprunt sera alors mobilisé par la ville pour concourir au plan de financement.

À noter que la ville a limité son recours à l'emprunt en 2019 (2 M€) ainsi qu'en 2020 (3 M€).

Pour mémoire, les emprunts contractés les années antérieures sont les suivants :

	Emprunts contractés
Compte administratif 2017	4 500 000 €
Compte administratif 2018	5 000 000 €
Compte administratif 2019	2 000 000 €
Compte administratif 2020	3 000 000 €

L'ensemble de la dette est constituée d'emprunts en euros, classé A1 selon les critères de la charte de bonne conduite (charte établie lors de la crise des dettes toxiques).

▪ Caractéristiques de la dette de la Commune

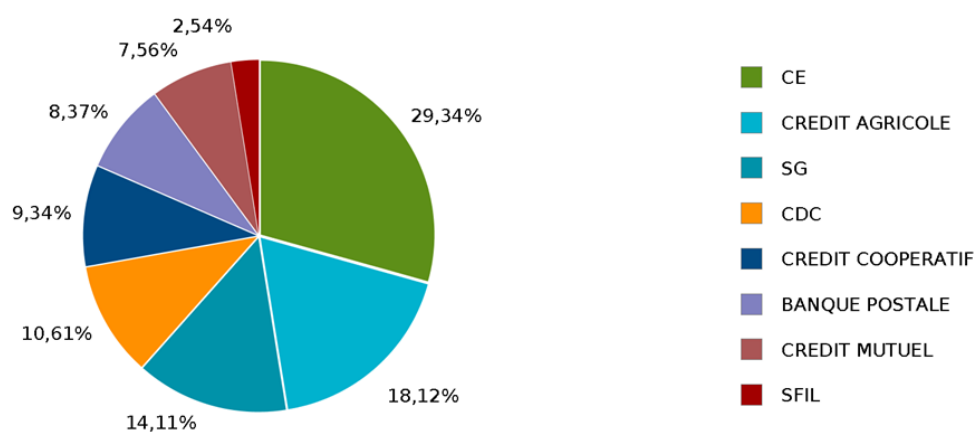
Synthèse de la dette au 31/12/2020

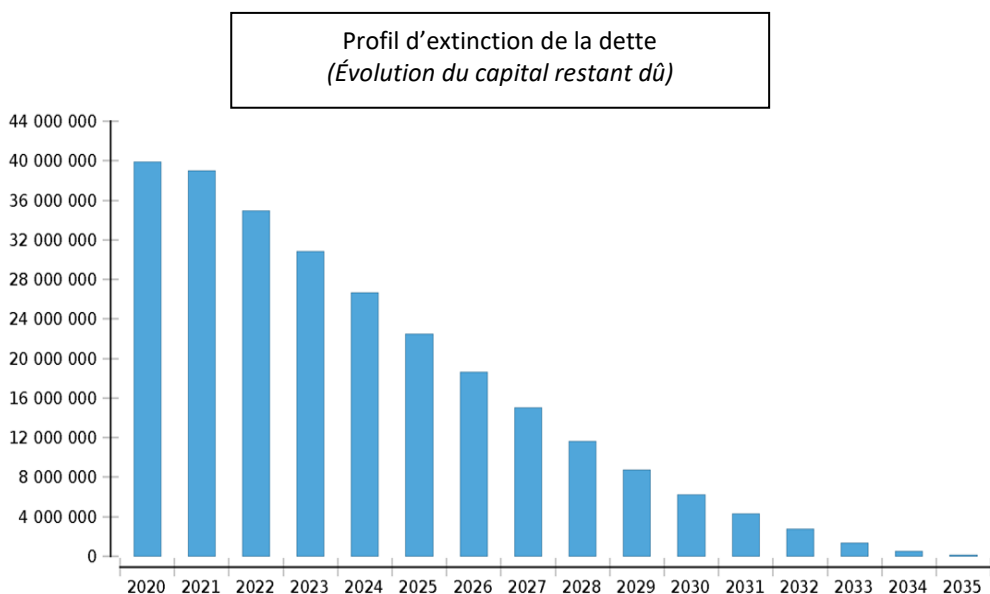
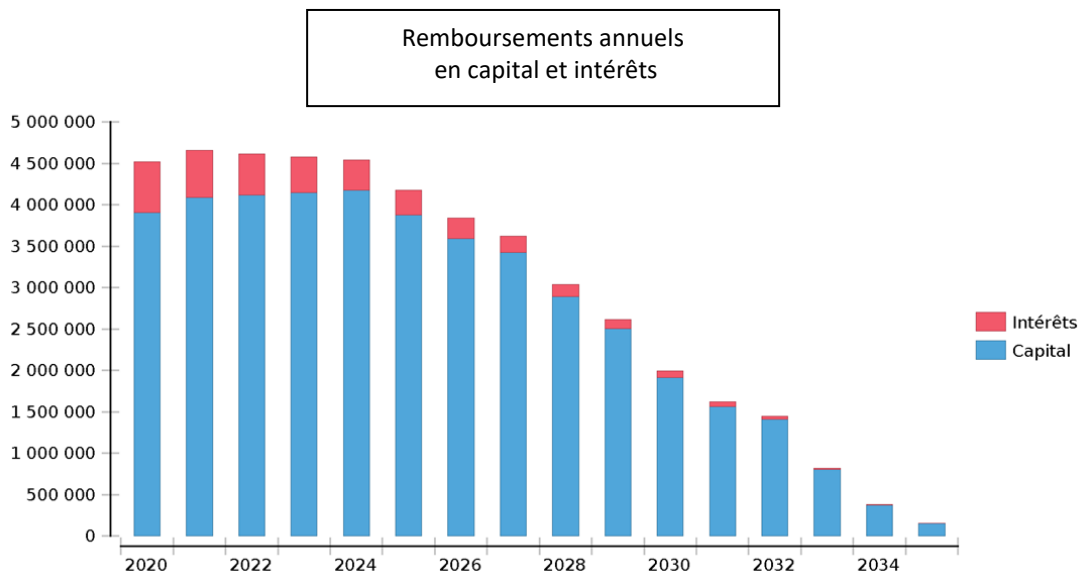
Éléments de synthèse	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Variation
La dette globale est de :	39 019 739.15 €	39 927 266.99 €	↓
Son taux moyen s'élève à :	* 1.55 %	1.59 %	→
Sa durée résiduelle moyenne est de :	10.21 ans	10.76 ans	↓
Sa durée de vie moyenne est de :	5.29 ans	5.57 ans	↓

Dette par type de risque

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen annuel
Fixe	29 681 900.90 €	76,07 %	1,84 %
Variable	6 700 999.90 €	17,17 %	0,43 %
Livret A	2 636 838.35 €	6,76 %	1,14 %
Ensemble des risques	39 019 739.15 €	100,00 %	1,55 %

Dette par prêteur





4- Le personnel

Le cadre du débat d'orientations budgétaires précise que l'évolution prévisionnelle des dépenses et des effectifs doit figurer dans le rapport d'orientations budgétaires débattu au Conseil municipal.

▪ Les effectifs

Le tableau suivant fait une rétrospective des effectifs au 31 décembre des années précédentes (2016 à 2018). En 2019 les effectifs sont arrêtés au 30 novembre 2019. **Ils sont arrêtés au 31/12 en 2020**

Evolution des effectifs, sur la base des agents payés

Statut	2017	évol 2017/16	2018	évol 2018/17	nov-19	évol 2019/18	2020	évol 2020/19
INDICIAIRE TITULAIRE	682		673		654		641	
INDICIAIRE STAGIAIRE	27		30		40		20	
INDICIAIRE CONTRACTUEL	98		125		121		125	
INDICIAIRE NON TITULAIRE CDI	15		13		12		10	
COLLABORATEUR DE CABINET	3		3		3		2	
permanents	825	-1,20%	844	2,30%	830	-1,66%	798	-3.86%
ALLOCATAIRES PERSONNEL ETAT	28		28		27		30	
HORAIRE	253		212		237		247	
VACATAIRES PLUSIEURS EMPLOYEURS	12		11		11		7	
INDICIAIRE ACTIVITE ACCESSOIRE	4		4		3		2	
horaires-vacataires	297	19,33%	255	-14,14%	278	9,02%	286	2.88%
INDICIAIRE REMPLACANT	47		42		20		48	
INDICIAIRE OCCASIONNEL	8		14		22		2	
INDICIAIRE SAISONNIER	11		10		37		11	
non permanents	66	20,25%	66	0,00%	79	19,70%	61	-22.78%
Total général	1 188	4,76%	1 165	-1,94%	1 187	1,89%	1145	-3.54%
évolution en nombre		54		- 23		22		-42

Il est rappelé que les effectifs mentionnés correspondent à un nombre d'agents rémunérés un mois donné, et qu'il ne s'agit pas d'équivalent temps plein. **En décembre 2020, on note une diminution sensible des agents titulaires. Plusieurs départs pour lesquels la procédure de recrutement n'a pas encore abouti, ou pour lesquels le remplacement est en cours d'arbitrage expliquent en partie cet écart.**

▪ L'exécution des dépenses et leur évolution prévisionnelle

Le tableau ci-après récapitule l'évolution des rémunérations du personnel territorial de 2017 à 2020.

Évolution des rémunérations brutes (hors charges) :

	Total réalisé	Evol	Total réalisé	Evol	Réalisé	Evol	Total réalisé	Evol
Nature	2017	2017/16	2018	2018/17	2019	2019/18	2020	2020/2019
REMUNERATION PRINCIPALE TITULAIRE	15 222 757 €	1,33%	15 184 929 €	-0,25%	15 017 039 €	-1,11%	14 821 366 €	-1.30%
NBI-SFT- INDEMNITE DE RESIDENCE	965 777 €	-2,33%	948 520 €	-1,79%	929 615 €	-1,99%	899 146 €	-3.28%
AUTRES INDEMNITES TITULAIRES	3 886 499 €	-1,52%	3 995 152 €	2,80%	4 205 585 €	5.27%	4 452 304 €	5.87%
REMUNERATIONS CONTRACTUELS	5 129 696 €	11,08%	5 451 621 €	6,28%	5 549 314 €	1.79%	5 227 050 €	- 5.81%
AUTRES INDEMNITES-NON TITULAIRES	1 071 386 €	9,55%	1 159 041 €	8,18%	1 275 607 €	10.06%	1 298 609 €	1.80%
AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	7 474 €	-57,53%	9 291 €	24,31%	1 281 €	-86.22%	0 €	-100%
Total rémunérations	26 283 589 €	2,78%	26 748 554 €	1,77%	26 978 440 €	0.86%	26 698 476 €	-1.04%

La période de crise sanitaire traversée en 2020 a bien entendu impacté le fonctionnement des services. La masse salariale de cette année 2020, est en diminution par rapport à l'année précédente (**malgré le versement d'une prime exceptionnelle COVID d'un montant global d'environ 250 000€**) et ne reflète pas un fonctionnement normal, il faut donc l'interpréter avec précaution.

Le BP 2021 a pour cette raison été projeté à partir du BP 2019.

La poursuite d'une revalorisation plus générale du RI des agents municipaux, possible dans le cadre réglementaire du RIFSEEP qui a été mis en place en 2019 et prolongé en 2020 mérite également d'être posée. Pour mémoire, une première revalorisation en 2019 avait déjà conduit à une majoration de la masse salariale estimée à 1 M€ en année pleine.

D'un volume financier moindre, d'autres dispositions particulières auront un impact budgétaire sur 2021 et les années suivantes : évolution des critères sur l'avancement de grade (**63 000€ de masse salariale supplémentaire au titre des avancements de grade ont été inscrits pour 2021**), création du compte personnel de formation (20 000€ proposés en 2021) et mise en place du dispositif de rupture conventionnelle (impact budgétaire variable selon les situations individuelles qui seraient concernées et l'encadrement à fixer par délibération).

Il est rappelé que l'application du protocole national sur les parcours professionnels, les carrières et la rémunération (PPCR), qui avait été suspendue par le gouvernement dans le cadre de la loi de finances 2018, a repris son cours en 2019. Le coût en 2020 a été de 153 000€. **Il est évalué à + 58 000 € pour 2021.**

Il n'y a pas eu d'augmentation de la valeur du point d'indice en 2020 et, à ce jour, le gouvernement n'en a pas prévu en 2021.

Le coût RH de l'organisation des élections départementales et régionales est évalué, pour ces 3 jours de scrutin, à 100 000 € pour la rémunération des agents mobilisés pour le déroulement des scrutins et à 51 000 € au titre de la mise sous pli.

La prévision de la masse salariale intègre par ailleurs un « glissement vieillesse technicité » (GVT) de 0,66%

Le chapitre 012 de la masse salariale 2021, **en augmentation de 3,17% par rapport au réalisé 2020** (hors prime COVID) intègre également le recrutement d'une dizaine de policiers municipaux pour le 2^{ème} semestre de l'année.

▪ Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

Le nombre d'agents bénéficiant d'une NBI est de 331 au 31/12/2020, pour une dépense sur l'année de 239 128 €, représentant moins de 1% de la masse salariale.

▪ Les avantages en nature

Certains agents communaux bénéficient d'avantages en nature qui sont pris en compte et apparaissent, à ce titre, dans les revenus fiscalisés. Il s'agit :

- Des agents logés par nécessité de service, bénéficiant à ce titre de la mise à disposition gratuite d'un logement. Il est à noter que depuis 2016, la réglementation nous y obligeant, il est demandé à ces agents une participation au titre des charges.
- Par délibération, un véhicule de fonction est alloué au DGS depuis le 01/04/2019.
- Sans être un avantage en nature au sens strict, il convient de mentionner dans ce chapitre la participation de l'employeur aux mutuelles et régimes de prévoyance dont bénéficient les agents. Ce dispositif a été approprié progressivement par les agents. Il a représenté un coût de 80 099 € en 2020.

▪ Le temps de travail

Le temps de travail des agents a été fixé dans la collectivité par une délibération du 19 décembre 2001. Il reste fixé à 7 heures par jour et 35 heures par semaine, sachant que l'activité de certains secteurs a conduit à mettre en place

des modalités d'annualisation du temps de travail ou des règles de récupération spécifiques via des journées de RTT.

La question du temps de travail sera l'un des points importants à aborder en 2021 afin d'ajuster ce temps à la réglementation.

▪ **Les heures supplémentaires**

Le volume et le coût des heures supplémentaires en 2020 est en forte diminution du fait d'une activité des services très différente, impactée par la crise sanitaire, et au regard entre autres de la suppression de bon nombre d'évènements. Le coût 2021 des heures supplémentaires est évalué à 446 000€.

Un travail devra être mené, dès 2021, sur le volume global d'heures supplémentaires.

Années	2016	2017	2018	2019	2020
COÛT	503 487,73 €	505 710,31 €	525 926,14 €	523 571 €	344 510€
VOLUME	29 935,25	29 507,40	30 546,00	30 752	19 451

D – LES ORIENTATIONS POUR LE BUDGET PRIMITIF 2021

Dans ce chapitre, sont évoquées les principales orientations politiques données aux services afin de travailler à l'élaboration du Budget primitif 2021.

Sont présentées successivement celles ayant trait aux recettes de fonctionnement, aux dépenses de fonctionnement et à l'investissement.

La construction du budget 2021 pour Choisy-le-Roi : le choix de l'ambition et de l'attractivité pour un avenir meilleur malgré le contexte national

Le premier budget de la mandature s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire sans précédent et une prise de fonction très particulière puisque la nouvelle équipe municipale a été investie le 4 juillet 2020.

Depuis les 6 premiers mois, nous avons assuré avec succès la gestion de crise et préservé la continuité des services publics pour tous les Choisyens.

Ce budget est construit dans un contexte sans précédent, laissant peu de temps à l'élaboration de ce premier exercice. Exceptionnellement dans ce contexte de crise, nous nous sommes appuyés, pour la construction de ce budget 2021, sur les réalisés 2019 et 2020 pour coller au plus près des besoins réels de notre commune.

La volonté de la Municipalité de tenir les engagements pris devant des Choisyens est très forte :

- Apporter le meilleur service public tout en consacrant un effort très important à la tranquillité publique de notre ville, la propreté urbaine et la nature en ville.
- Augmenter tous les crédits des services par rapport au réalisé 2020 et donc, ne rien retirer aux montants alloués à l'aide sociale, à la jeunesse, à la culture et au sport ; domaines incontournables et si importants pour aider les Choisyens à traverser cette crise sanitaire et sociale.
- Elaborer une politique de développement économique et d'aide aux commerçants.
- Mener une politique locale ambitieuse pour lutter contre les changements et les désordres climatiques dès l'année 2021. Les futurs budgets du mandat amplifieront d'ailleurs cette dynamique.

Le budget 2021 nécessite, compte tenu de nos ambitions et de notre politique d'investissements ambitieuse, un recours à l'emprunt. Ce recours se fera sans augmentation d'impôts, un engagement que nous désirons tenir durant toute la durée du mandat. Ces emprunts ne mettront pas en péril les années futures compte tenu du désendettement prévu pour les trois prochaines années.

D'autre part, ce premier budget est marqué par plusieurs imputations nouvelles :

- Le transfert de la TEOM au territoire, ce qui a une conséquence négative pour notre commune puisque nous perdons environ 500.000 euros sur notre budget.
- La baisse de la recette de la Taxe d'habitation prévue par les pouvoirs publics à hauteur de 700.000 euros. La Municipalité a interrogé la Direction Générale des Finances Publiques (GFIP) pour comprendre sur quoi repose cette décision.
- Rachat à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) de locaux précédemment en portage à hauteur d'un montant de 1,5 millions, payable en deux fois, dont 670.000 euros en 2021.

C'est une construction responsable du budget communal qui est proposée mais qui n'évitera pas pour autant une gestion optimisée des politiques publiques, compte tenu du contexte financier incertain auquel les collectivités sont confrontées.

La perte de la dotation forfaitaire sur ces dix dernières années s'élève à 53 millions d'euros. La situation s'est stabilisée ces quatre dernières années, mais une inquiétude demeure pour les années à venir. Quelles seront les mesures prises par le Gouvernement au sortir de cette crise sans précédent ? Cela reste une interrogation majeure.

Ce budget est élaboré dans un contexte difficile marqué par des contraintes fortes, mais il est très ambitieux afin de répondre au choix démocratique clair exprimé par les Choisyens lors des élections municipales.

1. Les recettes de fonctionnement

▪ La fiscalité :

La réforme de la taxe d'habitation s'applique dès 2021 à la collectivité : les pertes de recettes TH sur les résidences principales seront compensées par la réintégration des recettes du foncier bâti départemental et par un dispositif d'équilibrage reposant sur un coefficient correcteur des bases.

Taux communal TFB 2021	=	Taux communal TFB 2020	+	Taux départemental TFB 2020
Taux FB 2021 de CHOISY				
39,84%	=	26,09%	+	13,75%

A noter que les recettes fiscales au titre de la taxe d'habitation 2020 notifiées par l'État en décembre 2020 sont en nette diminution par rapport au produit attendu en 2020 (-766 314 €). La Commune a par conséquent saisi l'État afin d'obtenir des explications et demander une correction des bases TH 2020 si elles s'avéraient erronées. En effet, des bases sous évaluées entraîneraient des pertes importantes de ressources, non seulement en 2021 mais également de façon pérenne (coefficient correcteur majorant le produit de foncier bâti sous-évalué).

Dans l'attente d'une réponse de l'État, les recettes fiscales estimées en 2021 tiennent compte de cette perte de recettes de 700 K€.

La ville ne prévoit pas d'augmentation de la fiscalité (taux de foncier bâti)

▪ L'attribution de compensation :

Cette attribution reversée par la MGP est **fixée à 13 513 127 €**. Elle voit s'additionner l'ancienne attribution de compensation versée par la Casa (10,177M€) et la compensation part salaire (3,475M€). Depuis 2019, elle est minorée de 5 301 euros au titre du transfert de la compétence « environnement ». La compensation de la part salaire est reversée au Territoire au travers du Fond de compensation des charges territoriales sur lequel sont également imputés les transferts de charges réalisés.

• La Dotation Forfaitaire :

Cette dotation des communes, composante de la dotation globale de fonctionnement (DGF), est la principale dotation de l'Etat aux collectivités locales. Elle est essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie.

Pour information, la **population DGF 2021** de Choisy bénéficie d'un **gain de population de +861 habitants** par rapport à l'année 2020, ce qui représente un gain de 98 000 € environ. Cependant, la Commune participe au financement des écarts de Dotation forfaitaire, son potentiel fiscal par habitant étant supérieur à 75% du PF moyen national. Cet écart est estimé à 49 000 € pour 2021.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 simulé
Population	41 954	43 226	43 897	44 346	44 936	45 762	46 632
Variation		+1 272	+671	+449	+590	+826	+861
Pourcentage		+3,0%	+1,6%	+1,0%	+1,3%	+1,8%	+1,9%

La Dotation Forfaitaire de Choisy-Le-Roi est simulée à **5 854 869 € en 2021**, en progression de **+56 497 €** par rapport à l'année 2020, soit une **augmentation de la DF d'environ 0.9%**.

S'agissant de la DGF et pour mémoire, il n'est pas inutile de rappeler, notamment pour les nouveaux élus, que la ville de Choisy-le-Roi a ainsi vu sa **dotation forfaitaire** diminuer de manière drastique, entre 2012 et 2017.

Année	Montant de la dotation forfaitaire de Choisy-le-Roi	Ecart en € (N par rapport à N-1)	Perte cumulée depuis 2012
2012	12 600 648		
2013	9 119 021	- 3 481 627	-3 481 627
2014	8 693 063	- 425 958	- 7 389 212
2015	7 462 618	- 1 230 445	- 12 527 242
2016	6 327 355	- 1 135 263	- 18 800 535
2017	5 731 366	- 595 989	- 25 669 817
2018	5 735 962	+ 4 596	- 32 534 503
2019	5 746 628	+ 10 666	- 39 388 527
2020	5 798 371	+ 51 744	- 46 190 803
2021	5 854 869	+ 56 497	- 52 936 582

La perte de la dotation forfaitaire, de **presque 53 millions d'euros cumulés sur 10 ans**, représente bien plus que le montant du produit fiscal annuel de la Ville.

▪ **La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) :**

L'éligibilité à la DSU est liée à la strate de la commune et à son rang de classement. Sortie du dispositif bonifié en 2013, la Commune est de nouveau entrée dans la DSU cible en 2016 (247ème rang en 2016) mais en est ressorti en 2017 (272ème rang en 2017, 271ème en 2018). En 2019, la ville a « gagné » 20 places dans le rang de classement et s'est située au 251ème rang parmi les communes défavorisées, alors que le seuil du 250ème rang est charnière.

Par ailleurs, pour rappel, les communes les plus défavorisées sont exemptées de contribution au FPIC, à savoir les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants. Cette évolution est due au double effet de la progression des bases d'imposition et de la création de la CASA puis du Territoire. En effet, lors de l'intégration dans une intercommunalité, le calcul du potentiel fiscal est réalisé en prenant en compte la richesse moyenne du territoire, en l'occurrence très sensiblement supérieur au calcul qui aurait été fait si la commune était restée isolée.

Choisy-Le-Roi étant classée au 233^{ème} rang en 2020, elle bénéficie du « bouclier DSU » et **elle sera donc exemptée de contribution FPIC en 2021.**

Pour 2021, on retient une hypothèse prudente de la DSU avec une progression de l'ordre de 5.2%.

La Dotation de Solidarité Urbaine de Choisy-Le-Roi est simulée à **2 855 420 € en 2021**, en progression de **+142 271 €** par rapport à l'année 2020.

▪ **La dotation nationale de péréquation (DNP) :**

Sont éligibles à la DNP (1^{ère} part), les communes qui ont peu de moyens financiers et qui doivent pourtant faire face à des charges conséquentes nécessitant une pression fiscale significative. Trois cas d'éligibilité à la DNP sont possibles :

- **Cas 1 :** les communes dont le Potentiel Financier (PF) est inférieur à 105% du PF moyen de la strate et dont l'effort fiscal est supérieur à la moyenne de la strate.

- **Cas 2** : les communes dont le Potentiel Financier (PF) est inférieur à 85% du PF moyen de la strate et dont l'effort fiscal est supérieur à 85% de la moyenne de la strate.
- **Cas 3** : les communes dont le Potentiel Financier (PF) est inférieur à 105% du PF moyen de la strate et dont l'effort fiscal est supérieur à 85% de l'effort moyen sans être supérieur à ce dernier.

Le potentiel financier de la ville est estimé pour 2021 à **1 069 €/habitant** et celui de la strate à 1 264 €/habitant. L'effort fiscal de la ville est estimé pour 2021 à 1,163 et celui moyen de la strate à 1,2343.

En 2021, on considère donc que la ville de Choisy-Le-Roi resterait éligible à la **DNP dans le cas n°2** avec une attribution simulée à **657 000 €**, proche de celle de l'année 2020. Néanmoins, par prudence, la ville va inscrire à son BP 2021 un montant moindre en baisse de 10% par rapport à 2020, soit **586 585 €**.

▪ **Le fond de solidarité des communes de la région Ile-de-France (Fsrif) :**

L'enveloppe régionale du FSRIF a augmenté de 20 M€ en 2020 après une pause en 2019. La loi de finances 2021 n'apportant aucune modification, l'enveloppe régionale de FSRIF devrait être inchangée entre 2020 et 2021. Compte tenu des critères d'éligibilité (dont l'évolution de la population et le rang de classement), on retient une hypothèse prudente de +3.5% au BP 2021.

▪ **Les autres produits :**

Aux termes du contenu du projet de loi de finances 2021, les autres dotations et compensations sont projetées en tenant compte d'une stabilité des montants.

2. Les dépenses de fonctionnement

▪ **Les charges à caractère général :**

Les charges à caractère général évoluent annuellement sous l'effet de l'inflation. **Elles ont cependant diminué de l'ordre de 8 % entre 2019 et 2020.** En effet, la crise sanitaire a conduit à l'arrêt d'une majeure partie des activités de la ville pendant 2 à 3 mois et à un ralentissement des activités au cours du 2^{ème} semestre 2020.

Les effets de cette crise se poursuivent et des incertitudes subsistent (évolutions en dépenses et recettes liées à la crise COVID, perspectives de besoins sociaux accrus, questions sur l'avenir de l'intercommunalité en Ile-de-France, perspective de baisse de la taxe sur le foncier bâti avec la fermeture de l'usine Renault de Choisy, ...).

Ces incertitudes ainsi que les contraintes qui pèsent sur les ressources, amènent à fixer un **objectif de diminution des dépenses et notamment des charges à caractère général de l'ordre de 2%.**

▪ **Les dépenses de personnel :**

Au regard du poids de la masse salariale dans le budget de fonctionnement de la ville (55% du montant des dépenses réelles de fonctionnement), il s'agit d'une variable clé de l'équilibre budgétaire de la ville, tant pour l'année 2021 que pour les années à venir.

Le taux de vacance actuel au sein des services (effets du COVID, gel des remplacements de poste entre les 2 tours des élections et départs non remplacés immédiatement) font que la masse salariale a été « anormalement » basse au second semestre 2020 et le restera vraisemblablement au premier semestre 2021.

C'est pourquoi, il est proposé une **évolution des charges de personnel de l'ordre de 0.6% par rapport au budget primitif 2020**. Cette évolution représente **+ 2.49 % par rapport au réalisé 2020**. Elle tient compte principalement de l'effet du GVT « glissement – vieillesse – technicité » (déroulement de carrière des agents) mais également des créations de poste, principalement pour la création d'une police municipale et d'un centre de vidéosurveillance.

▪ **Le prélèvement au titre du Fond national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) :**

Cette modalité de péréquation horizontale fût mise en place à l'occasion de la suppression de la Taxe professionnelle. Elle permet de neutraliser l'impact de la réforme pour les collectivités. Celles qui sont « gagnantes » reversaient leur « surplus » aux « perdantes ». **Ce reversement est stabilisé depuis 2013 à 2 075 194 €.**

▪ **Le fond de péréquation intercommunal et communal (Fpic) :**

La Commune, exonérée du paiement du Fpic en 2017 en étant classée dans les 250 communes les plus pauvres l'année précédente (cf. Dsu), a été soumise à cette contribution de 2018 à 2020.

En 2021, la Commune ne devrait pas contribuer au FPIC compte tenu de son rang de classement à la DSU en 2020, soit une économie d'environ 400 K€.

Bien qu'il ne soit pas proposé de contribution au FPIC en 2021, l'EPT peut décider d'une répartition différente entre les communes membres et notamment d'augmenter leur part afin de compenser sa propre contribution. **A ce titre, il est fort probable que l'EPT nous réclame une participation en 2021.** Ainsi, **en 2020, la contribution supplémentaire supportée par les Communes de l'EPT s'est élevée à 497 000 € (soit 30 674 € pour Choisy-le-Roi).** Cette contribution supplémentaire au FPIC a été demandée par l'EPT par une augmentation du FCCT.

▪ **Le fonds de compensation des charges transférées (FCCT) :**

Cette contribution, versée par la Commune à l'EPT, connaît des évolutions en fonction de la prise de compétence progressive de l'EPT et de l'évolution régulière de certaines dépenses (aménagement, habitat, traitement des ordures ménagères notamment). Le montant du FCCT est fixé à titre prévisionnel en fonction des dépenses de l'année N-1 et réajusté en fin d'année selon les dépenses constatées par l'EPT et présentées en CLECT. **Il est proposé de prévoir une augmentation limitée à 2% pour l'année 2021.**

▪ **Reversement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) et de la redevance spéciale à l'EPT :**

À compter de janvier 2021, les recettes de TEOM seront perçues directement par l'EPT (4.76 M€ perçus par la Commune en 2020). Le coût de la compétence transférée est donc également à déduire des dépenses de fonctionnement (dépense de 4.22 M€ en 2020).

La perte de la TEOM induit une perte de marge de manœuvre pour la Commune d'environ 500 000 €.

Pour mémoire, les montants versés à l'EPT ont été les suivants :

	2017	2018	2019	2020
FCCT versé	3 130 352 €	3 515 295 €	3 494 384 €	3 579 720 €
Reversement de TEOM	3 690 470 €	4 172 218 €	4 056 781 €	4 218 914 €
Reversement redevance spéciale	128 828 €	133 174 €	110 959 €	227 988 €

Dont
30 674 € de
contribution au FPIC
de l'EPT

▪ Subventions au CCAS :

Nous avons prévu de diminuer le montant de la subvention annuelle d'équilibre du CCAS de 400 000€ pour résorber une partie des excédents cumulés au fil des ans sur le budget principal et les deux budgets annexes du CCAS. Ces excédents seront constatés au budget supplémentaire 2021 du CCAS.

3. L'investissement

Afin de conserver une capacité d'autofinancement suffisante pour financer le programme d'investissement, l'objectif d'un virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de l'ordre de 2 250 000€ est atteint.

Ce virement était de : 37 K€ au BP 2015, de 921 K€ au BP 2016, de 2 350 K€ au BP 2017, de 3 860 K€ au BP 2018, de 3 372 K€ au BP 2019 et 2 568 K€ au BP 2020.

Concernant les dépenses d'investissement, les efforts portés au cours du mandat concernant les opérations déjà engagées en AP/CP depuis 2020 ainsi que 2 nouvelles qui seront prochainement créées (Espaces verts et Nouveau programme de Renouvellement Urbain).

Les investissements prévus en 2021 représentent une enveloppe globale d'environ 12 M€.

Ils portent notamment sur :

- ⇒ Investissements pour la création d'une police municipale et d'un système de vidéosurveillance
- ⇒ Plantation d'arbres sur toute la durée du mandat et aménagements paysagers
- ⇒ Travaux dans les écoles et les cours d'écoles (dont la poursuite de la rénovation du Groupe scolaire Mandela Langevin et l'extension et la mise en accessibilité de l'école élémentaire Jean Macé)
- ⇒ Poursuite de la modernisation de l'éclairage public (passage en basse tension)
- ⇒ Amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments communaux
- ⇒ Poursuite de la mise en œuvre du schéma de mobilité des Gondoles
- ⇒ Travaux d'aménagement de diverses rues (Alsace Lorraine partie 2, Pompadour, Chemin d'exploitation...)

Outres ces opérations, les orientations suivantes ont été renouvelées auprès des services :

- Maintenir les engagements visant à améliorer l'efficacité énergétique et l'accessibilité.
- Il est enfin demandé aux services de faire appel chaque fois que c'est possible à des subventions

L'année 2020 devait être une année de transition, qui devait voir s'achever de nombreuses opérations d'investissement. En raison de la crise sanitaire, certaines opérations sont reportées en 2021.

L'année 2021 sera l'occasion de lancer de nombreuses études (vidéosurveillance, remunicipalisation de la restauration scolaire, nouveau groupe scolaire, végétalisation des cours d'écoles...).

L'autofinancement dégagé et les capacités d'endettement qui résultent d'une situation d'emprunt maîtrisé permettront de préparer les investissements nouveaux à venir, notamment dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU), mais également pour porter de nouveaux projets.